

CIBLE

Bœuf

La critique du libéralisme économique n'est pas difficile : on prend n'importe quel journal quotidien, ou on écoute les informations, puis on prend son panier pour aller faire ses courses. La rue marchande, le marché du coin : c'est là où chacun peut vérifier l'absurdité de l'idéologie du...marché. Exemple : Nous apprenons par les médias que, par rapport à l'année précédente, les achats de viande bovine ont baissé de 47 % dans la semaine du 6 au 12 novembre. Or chacun a pu constater en allant chez son boucher que le prix du bœuf n'a pas diminué.

Conclusion ? La fameuse loi de l'offre et de la demande, qui aurait dû réduire de moitié le prix à l'étal, n'existe pas. Autrement dit : la « main invisible » qui est censée « réguler » le marché théorique ferait bien d'aller tâter le cul des vaches.

Bien entendu, nous sommes partisans d'une politique de soutien des prix pour l'agro-alimentaire, et les professionnels de ce secteur ont raison d'exiger l'intervention massive et multiforme de l'État pour juguler la crise qui les touche.

Encore faudrait-il que certains syndicats corporatistes (la FNSEA notamment) cessent de soutenir les artisans et les complices de l'ultra-libéralisme.

EUROPE

L'échec des Quinze

Exclusion

**Illusions
statistiques**

p. 3 et 4

Idées

**Régis
Debray**

p.9

Mais qui offense donc la moralité ?

Ils barbotent toute la journée dans le mensonge, l'obscénité, la violence, mais certains jours, ne pouvant plus supporter la noirceur du monde, ils moralisent, excommunient, vouent au bûcher. Ah ! Les braves gens !

L'avez-vous remarqué ? Fin novembre, on a eu un grand débat de morale sociale, avec tout plein de déclarations indignées, d'appels à la vertu, de messages au peuple abusé, et même des articles en première page des journaux bien-pensants.

Bien entendu, il ne s'agissait pas du débat sur le travail de nuit des femmes, difficilement adopté dans la nuit du 28 au 29 novembre à l'Assemblée nationale grâce à trois dames de fer (Élisabeth Guigou, Nicole Péry, Nicole Notat) qui dissertaient l'année dernière sur la modernisation des mœurs politiques par la parité mais qui ont conjugué leurs efforts pour faire accepter cette loi de régression sociale.

Malgré des « mesures d'encadrement » en forme d'alibi qui seront jugées à l'expérience, cet alignement sur la directive européenne va bouleverser la vie de millions de femmes. Mais les directeurs de conscience de l'opinion

publique avaient, aux alentours du 29 novembre, un autre sujet de préoccupation qui les portaient à l'extrême pointe de l'exigence éthique. Le motif de ce gravissime souci ? La diffusion sur FR3 d'une émission diffusée en début d'après-midi mais qui, étant très écoutée, avait été promue en début de soirée. Or l'émission ainsi distinguée (*C'est mon choix*) est vivement dénoncée, par les journalistes qui comptent, pour sa vulgarité - vulgarité tellement offensante que le Conseil supérieur de l'Audiovisuel a rappelé son producteur à la bienséance.

Du côté des parlementaires, le député socialiste Jean-Marie Le Guen s'est signalé par son ardeur moralisante. Le secrétaire déchu de la Fédération socialiste de Paris, mis en examen voici quelques mois dans l'affaire de la MNEF, s'est érigé en magistrat instructeur (il s'y connaît), s'est inquiété de la dilapidation des deniers publics (lui, si attentif

à la manière de dépenser les cotisations étudiantes) et interrogé gravement sur les missions du service public, lui qui est solidaire d'un gouvernement qui privatise à tout-va.

Il est vrai que l'émission incriminée est pour le moins complaisante. Des messieurs viennent dire qu'ils aiment vivre nus ou qu'ils aiment les dames un peu fortes, on accueille des maniaques de la propreté et, plus généralement, on fait une apologie naïve mais parfaitement bien-pensante de la tolérance et du droit à la différence.

Sept millions de personnes regardent ces mises en scène, chiffre qui préoccupe vivement les moralistes précités. Pourquoi « ces gens-là » ne regardent-ils pas les bonnes émissions (par exemple celles où paraissent Serge July et Jean-Marie Colombani) et pourquoi ne lisent-ils pas les bons livres - ceux d'Alain Minc, et autres Jean-Marie Messier ? Il y a bien des réponses à cette question, mais

je me bornerai à deux remarques :

- il est parfaitement possible de lire du Minc ou du Colombani en regardant une émission qui a pour thèmes « J'aime montrer mon corps » ou « Je ne supporte plus les poils » ;

- l'étalage de comportements plus ou moins bizarres et de menues obsessions est beaucoup moins obscène que trois phrases éructées par un Le Guen.

D'ailleurs, si l'on s'inquiète des émissions racoleuses du service public, pourquoi prendre pour cible l'inoctave médiocrité de *C'est mon choix* alors que l'autre émission produite par Jean-Claude Delarue sur France 2 (*Ça se discute*) manipule cyniquement des sujets sensibles, expose au public des personnes manifestement fragiles, et fait prévaloir des normes pour le moins discutables au cours de débats préfabriqués. En pleine affaire *C'est mon choix*, l'émission *Ça se discute* du 29 novembre intitulée : « Transsexuels, hermaphrodites, androgynes : comment vit-on la frontière des deux sexes » aurait mérité une attention d'autant plus grande que les psychiatres et les anthropologues de toutes tendances (et pas seulement les curés intégristes et les ayatollahs fanatiques) répètent sur tous les tons depuis des années qu'on ne joue pas impunément avec l'identité de chacun. Mais les bien-pensants se moquent de ces avertissements : c'est leur propre image qu'ils veulent nous faire admirer.

Annette DELRANCK

Pas de cadeaux pour les tricheurs

Exaspérante mais grossière, la propagande socialiste : quand les bilans sont positifs, ils se prétendent maîtres d'oeuvre, quand les affaires vont mal ils invoquent le mauvais sort. En fait, que les nouvelles soient bonnes ou mauvaises, ils n'y sont pour rien.

Du ministre des Affaires sociales au secrétaire de section socialiste, c'est depuis des mois le même refrain triomphaliste : depuis que Lionel Jospin est au pouvoir, le chômage recule fortement ! Preuves chiffrées : 16,9 % de demandeurs d'emploi en moins en un an, et 1,5 millions d'emplois créés en trois ans.

Lancinante, la propagande gouvernementale finit par être acceptée comme une évidence. On nous prie donc d'être beaux joueurs, et de concéder élégamment à l'adversaire ce point positif.

Mal élevée, je maintiens qu'il ne faut rien reconnaître aux tricheurs.

Il y a **tricherie statistique**, naguère dénoncée par les syndicats, et encore attestée récemment : la forte baisse enregistrée en octobre (54 700 demandeurs d'emploi en moins) est due pour partie à un changement de classification de 22 000 chômeurs qui sont passés de l'état de demandeurs perma-

nents (catégorie 1) à celui de travailleurs occasionnels.

Il y a **tricherie sociale** car la baisse officielle du chômage s'accompagne d'une augmentation du travail précaire. En septembre, notre pays comptait en effet 975 000 travailleurs en CDD (augmentation de 9,2 % en un an), 550 000 intérimaires (+ 23,1 %), 285 000 apprentis (+ 3,2 %) et 462 000 personnes en contrat aidé (+ 8,8 %). N'oublions pas non plus que les recrutements dont se vantent les socialistes se font à des salaires de misère, et que la France compte actuellement près de deux millions de travailleurs pauvres.

Il y a **tricherie politique**. S'il est incontestable que le chômage baisse, ce fait est observable à des degrés variables chez nos principaux partenaires européens. Pour les douze derniers mois, la baisse est de 1,2 % en Espagne, de 0,8 % en Italie, de 0,7 % en Grande-Bretagne, de 0,5 % en Allemagne. Comment expliquer que la baisse du chômage soit sensiblement de même ampleur en France (1,6 %), où la gauche est au pouvoir, et en Espagne où la droite porte à son crédit la réduction du taux de chômage ? La réponse est simple : les gouvernements français et espagnols adhèrent à la même idéologie néo-libérale, qui consiste à laisser faire le

« marché » en réduisant au maximum les interventions de l'État par les privatisations et par la réduction du déficit budgétaire.

Ce qui signifie que les gouvernements européens, qu'ils soient socialistes ou conservateurs, ne sont responsables de rien : ni des bonnes nouvelles, ni des mauvaises. Qu'il s'agisse du cours de l'euro, de la spéculation boursière, ou de la vigueur des échanges économiques, nous dépendons étroitement des décisions de la Banque fédérale américaine, des mouvements erratiques de Wall Street, du taux de croissance aux États-Unis. Quand l'économie américaine révélera sa terrifiante fragilité (1), nous en subirons les conséquences sans que Lionel Jospin, José Maria Aznar ou Gerhard Schröder y soient pour rien. Il serait donc insensé de les accuser d'une hypothétique remontée de l'euro, d'une dégradation de la situation de l'emploi, ou d'un effondrement des bourses européennes.

Mais cette innocence ne porte que sur la gestion conjoncturelle. Elle n'exuse pas l'abandon des convictions et des engagements pris, la liquidation de l'industrie nationale, la violence induite par les économies budgétaires, l'indifférence aux misères matérielles et à la détresse morale qui frappent des millions de Français.

Pas de complaisance pour les destructeurs, pas de cadeaux pour les tricheurs.

Sylvie FERNOY

(1) cf. l'article de Denis Cribier : « Une économie virtuelle à crédit », *Royaliste* n° 754.

Sida

Nul ne l'ignore : la pandémie du sida touche beaucoup moins les pays développés que les pays et les populations pauvres. Nul ne l'ignore, l'Afrique subsaharienne est massivement frappée : la maladie affecte 25 millions de personnes. Chaque jour : 6 000 morts.

Les responsables des institutions internationales et les dirigeants politiques, publient et commentent tristement ces chiffres effrayants.

En réponse à cette catastrophe, beaucoup de compassion et de déclarations d'intentions. Mais il ne se produit rien de tangible parce que les supposés décideurs se plient aux prétendues lois du marché.

Les « programmes d'ajustement structurels » imposés par le FMI entraînent la diminution des budgets de la santé publique, donc la désorganisation des systèmes de prévention et de soins - ce qui favorise la progression de toutes les épidémies.

Les laboratoires pharmaceutiques ne s'intéressent pas au marché africain, infiniment moins rentable que ceux d'Europe et d'Amérique. Aussi se contentent-ils de quelques opérations publicitaires.

Les nations riches serrent leur budget pour satisfaire à l'orthodoxie libérale et réduisent leurs aides au développement : en France, moins 30 % en quatre ans.

Cela signifie que les messieurs bien mis et bien pensants qui sont censés gouverner le monde mènent sciemment des politiques criminelles. Alors que les pays riches ne se ruineraient pas s'ils se ralliaient, immédiatement, à une politique de don.

Jacques BLANGY

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Mais qui offense donc la moralité ? - p.3 : Pas de cadeaux pour les tricheurs - Sida - p.4 : Mensonge cordiale - Ah bon ! la misère recule ? - p.5 : Bagdad-Gaza - p.6/7 : Qu'y a-t-il d'urgent ? - p.8 : Petits matins de révolution - p.9 : L'intellectuel terminal - p.10 : L'amour au quotidien - Au royaume d'Abomey - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'échec des Quinze.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 96 05 53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Mésentente cordiale

Pour son congrès, le Parti socialiste s'est offert le frisson d'un psychodrame qui n'intéresse qu'une partie de ses militants et laisse le pays indifférent.

La mise en scène était assurée par Jean-Marie Butzbach, PDG de l'agence Communimage (sans doute pour que les militants soient sages ?), grâce à un budget colossal. De quel événement s'agit-il ? Du congrès du PS qui s'est tenu trois jours durant, du 24 au 26 novembre, à Grenoble. Auparavant, Gérard Le Galle, délégué auprès du premier secrétaire, avait présenté devant le bureau national les résultats d'un sondage Sofres commandé par le parti. Il en ressort, les bonnes opinions se situant à 56 %, que : « aucun phénomène d'usure n'est perceptible ni pour le gouvernement, ni pour le parti ». Ou comment s'auto-intoxiquer. Sondages et « communication » seraient-ils devenus les deux mamelles de la gestion socialiste ? Une gestion sereine, où tout « baigne », lisse et sans aspérité comme le visage avenant de François Hollande. On s'étonne qu'un parti de « masse » ait besoin de recourir à de tels artifices.

Est-ce pour cette raison que la participation au vote des motions a été si molle ? Avec 66 %, le PS devra pourtant faire encore un effort pour être en phase avec le pays en matière d'abstention ! Il a fallu un monstre politique, à savoir une majorité jospino-rocario-fabiusienne (s'ils font des petits, noyez-les !) pour que la motion Hollande réunisse 72,9 % des suffrages, les courants Emmanuelli et Gauche socialiste en obtenant chacun un peu plus de 13 %. Les contestataires de la gauche

du parti (de la gauche tout court ?) ont tenté un baroud d'honneur. Henri Emmanuelli a dénoncé « le retour en force de cette vieille rengaine libérale ». Alain Vidalies s'est étonné que « nous nous apprêtions à donner l'agrément à un accord minoritaire sur l'Unedic ». Derrière cette remarque, c'est toute la question de la « refondation sociale », tant voulue par le Medef, qui était en cause.

Au-delà de ces débats, Lionel Jospin n'entendait pas que quiconque lui vole la vedette de cette grand-messe médiatique. Pour le Premier ministre, le discours de Grenoble est d'abord un rendez-vous avec les électeurs pour la future élection présidentielle et les législatives. Sa toute nouvelle position sur le calendrier électoral (présidentielle avant les législatives), proclamée sans concertation préalable au sein du PS, a éclipsé tout le reste dans les médias. Au train où vont les choses, le Premier ministre va ravir au chef de l'État le titre de girouette. Pas plus tard que le 19 octobre, il affirmait encore qu'il ne faudrait pas compter sur lui pour prendre des initiatives dans ce domaine.

Noël Noblecourt (1) a bien résumé le congrès : « Le PS reste une machine à fabriquer et à désigner des élus. Sur le plan idéologique, le navire reste en rade ». Une machine qui sonde et qui communique. Il en faudra plus pour mobiliser les Français.

Alain SOLARI

(1) *Le Monde* du 24 novembre.

Ah bon ! La misère recule ?

La pauvreté a désormais ses experts attitrés. La richesse n'en a pas, mais en revanche, les pauvres ont ce privilège d'être sous la loupe d'une institution très récente.

Créé par la loi contre l'exclusion de juin 1998, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion a présenté tout récemment son premier rapport. Sur le strict plan de l'analyse, cet épais document est un état des lieux précis et détaillé de l'évolution de la pauvreté depuis 1970 jusqu'à 1996, date des derniers chiffres rendus disponibles par l'Insee.

Qu'apprenons-nous dans ce rapport ?

- que les pauvres représentent 5 millions de personnes, soit 8 % de la population française ;

- que la pauvreté était autrefois rurale et âgée et qu'elle est aujourd'hui urbaine et jeune ;

- qu'il existe plusieurs manières d'estimer la pauvreté, entre la pauvreté « monétaire » (moins de 3600 F par mois pour une personne seule) et la « pauvreté administrative » qui se recense selon l'accès à un ou plusieurs minima sociaux ;

- que près d'un million d'enfants de moins de 14 ans vivent au sein de ménages pauvres.

Il paraît que la misère recule. A tous petits pas, mais elle recule quand même. C'est ce que conclut le rapport. Mais on fait dire ce qu'on veut aux chiffres, surtout s'ils sont ténus.

Déduire que la pauvreté recule en France, « sous

l'effet de la reprise économique », est contraire à tout ce que les associations constatent sur le terrain et dénoncent depuis des années. Parmi les pauvres d'aujourd'hui, se trouvent désormais des salariés qui ont un travail : ce qui augmente, c'est l'emploi précaire et sous-payé.

Peut-on être rassuré de constater que le nombre de bénéficiaires du RMI a pour la première fois baissé « de 1,4 % lors du premier semestre » alors qu'on sait que beaucoup de personnes n'en demandent même pas le bénéfice, par ignorance ou par exclusion définitive. Ce qui augmente, c'est le fossé entre les pauvres et les autres, c'est l'humiliation organisée des plus faibles, c'est le souci de les laisser croupir dans leur misère à condition qu'ils ne fassent pas de bruit.

Dans le même temps, la richesse du pays s'est accrue dans des proportions considérables. Il y a de l'argent en France. Beaucoup d'argent. Des gouvernants qui n'auraient pas pour politique « d'observer la pauvreté », mais seraient animés par des idéaux de justice et de concorde, iraient en chercher (un peu) là où il se trouve pour le distribuer là où il fait vraiment défaut.

Et ce n'est pas plus naïf que de chercher à convaincre du recul de la misère.

Paul GILLES

Bagdad-Gaza

Le Premier ministre israélien a obtenu quelques mois de sursis. Est-ce suffisant pour rattraper les énormes bévues qu'il a commises et rétablir la paix ?

Les images des missiles lancés la nuit contre les installations militaires palestiniennes à Gaza nous ont rappelé celles des bombardements de Bagdad durant la guerre du Golfe. Le parallèle peut se poursuivre entre Saddam Hussein et Yasser Arafat qui avait d'ailleurs, on s'en souvient, pris parti pour le premier. Aujourd'hui encore, le dirigeant historique palestinien semble retomber du côté de la révolution mais aussi du côté des vaincus, des humiliés. Aurait-il pu jamais, à la fin d'une vie aussi aventureuse, se transformer en berger d'un maigre troupeau, en patriarche d'une petite communauté d'anciens bédouins ? Certes non. L'homme qui a su en 1993 reconnaître Israël et abandonner la revendication des territoires de 1948, pouvait-il cette fois consentir à moins que Jérusalem ? Personne n'avait jamais pu y parvenir sans perdre la vie. Comment convertir une population frustrée qui n'avait plus rien à perdre ? A moins que ?

Faute d'accord, et après avoir démontré sa bonne volonté, il n'était plus possible pour Ehoud Barak de faire évoluer les choses sinon qu'en recourant aux grands moyens, en inspirant aux Palestiniens une peur plus forte que jamais auparavant, depuis la terreur de 1948 conduisant à l'exode. Oui, le pire n'est pas encore venu. Le général Ariel Sharon n'avait-il pas imaginé jadis une expulsion provoquée des Palestiniens de l'autre côté du Jourdain ? Israël n'a-t-il pas été à deux doigts de se saisir d'Arafat à Beyrouth en 1982, sauvé in extremis par la France, puis n'a-t-il pas bombardé en 1985 le siège de l'OLP à Tunis, tuant Abu Jihad, le numéro deux d'Arafat ? Nous en sommes là aujourd'hui. Arafat trouvera peut-être un troisième rendez-vous avec son destin à Gaza ?

Les incroyables bombardements de Gaza, la liquidation

des chefs militaires palestiniens, ont pour but d'afficher la résolution d'Israël d'aller jusqu'au bout de la guerre si elle y a. L'on sait comment s'appelle ce bout ! Ehoud Barak n'a pas d'autre alternative désormais que d'attendre une paix de la terreur. Les pertes palestiniennes sont déjà conséquentes. La vie quotidienne peut être rendue impossible. Mais le véritable défi sera la destruction du corps politique.

Barak a les mains libres jusqu'au printemps. Il a préempté tout vote de défiance de la Knesset. Sharon et Netanyahu pour le moment se neutralisent dans l'opposition. La gauche pacifiste a complètement disparu. Même la voix de la veuve de Yitzhak Rabin s'est tue. Mais surtout, Barak est libre par rapport aux États-Unis qui n'auront pas de président en mesure d'agir avant plusieurs mois. Personne ne peut faire pression pour le freiner ou l'arrêter.

Les Palestiniens pourront-ils résister jusqu'au printemps ? Non. Mais on ne voit pas bien à quel semblant d'accord ils pourraient se livrer. Après tout, Saddam Hussein, dix ans après la guerre du Golfe, est toujours au pouvoir dans un pays exsangue. Les Palestiniens auront-ils la même patience ? Barak est devant une échéance rapprochée, même si elle est quelque peu retardée. Ses interlocuteurs n'ont que le temps devant eux. En dépit des apparences, c'est la course entre le lièvre et la tortue. On sait qui gagne à la fin.

Yves LA MARCK

◆ **GRÈCE** - La Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg a rendu son arrêt suite à la plainte du roi Constantin II contre le gouvernement grec. La Cour a estimé que la Grèce avait violé les droits de la famille royale en confisquant ses propriétés en 1993. Faute d'un accord dans les six mois, la Cour fixera le montant de l'indemnité qui devra être versée au roi et à sa famille. De son côté le porte-parole du gouvernement grec, Dimitri Reppas, a déclaré qu'il ne négocierait pas et a menacé d'imposer la famille royale de 49,6 millions de dollars (plus de 350 millions de francs...) d'arriérés d'impôts si les propriétés leur étaient restituées.

◆ **NORVÈGE** - Le roi Harald V de Norvège a tranché. Il a donné son accord au mariage de son fils le prince héritier Haakon Magnus avec Mette-Marit Tjessem Høiby. Annoncé, en juin dernier, par le jeune prince lui-même, cette liaison avait fait quelques remous en raison du passé tumultueux de la jeune femme. Cette dernière, célibataire, mère d'un petit Marius âgé de trois ans, avait, dans le passé, activement fait partie du mouvement de la « house music » et fréquenté les milieux toxicomanes. Faute d'un accord du roi, selon l'article 36 de la Constitution, cette union aurait fait perdre ses droits à la couronne à Haakon Magnus. Le mariage est prévu pour la fin août 2001.

◆ **ROUMANIE** - Le résultat, inattendu et catastrophique, du premier tour des élections présidentielles a donné à choisir, pour le second tour, entre Ion Iliescu (ex-communiste), 36 % des suffrages et Corneliu Vadim Tudor (extrême droite), 27 %. Le roi Michel, devant le danger que représente la percée de M. Tudor et de son parti *Romania Mare* (La Grande Roumanie), ouvertement antisémite et xénophobe, a appelé à voter pour Iliescu en dépit de son opposition constante et affirmée envers l'ancien communiste. La célèbre dissidente Doina Cornea, royaliste et figure emblématique de l'opposition au communisme, a fait de même.

◆ **CONGO** - Le Loango (région côtière du Congo-Brazzaville) a de nouveau un roi. La succession du roi Moe Poaty III, décédé il y a plusieurs années déjà, s'était révélée bien difficile. En effet, son successeur élu par l'assemblée des notables, son neveu Moe Tati, avait vu son pouvoir contesté par un des fils du défunt qui avait même commencé à régner sans être intronisé. Le conflit a enfin été réglé par le préfet de la région et les rites initiatiques ainsi que les cérémonies d'intronisation de Moe Tati ont eu lieu début novembre en présence des représentants des institutions congolaises et de l'épouse du chef de l'État, Antoinette Sassou Nguesso. N'intervenant pas directement dans la vie politique du pays, les rois traditionnels n'en jouent pas moins un rôle important en raison de l'influence qu'ils conservent sur leurs sujets.

Chercheur au CERI (Centre d'Études des Relations internationales), auteur de plusieurs ouvrages portant sur la mondialisation,

Zaki Laïdi étudie dans son dernier livre la question complexe des relations que l'homme entretient avec la temporalité. Il montre que la société de marché nous fait vivre dans le rejet du passé et dans le refus d'envisager l'avenir. Cette dictature de l'immédiat, ce sentiment angoissé de « l'urgence », cette obsession de la « proximité », sont des traits dominants d'une modernité dont il faut examiner toujours plus précisément les effets.

■ **Royaliste** : Le titre de votre livre - *Le Sacre du présent* - est énigmatique. Comment l'expliquez-vous ?

Zaki Laïdi : J'ai cherché à comprendre quelle était la condition temporelle de l'homme contemporain, et je fais l'hypothèse d'un basculement temporel. Ce basculement nous fait passer d'une condition inscrite dans une perspective à l'enfermement dans un présent coupé du passé et de l'avenir - à un présent autarcique. Cette réflexion est née d'une interrogation sur l'idée d'urgence. J'ai été frappé par l'extraordinaire inflation de cette idée : il y a une urgence politique, sociale, cinématographique, un sentiment de l'accélération du rythme qui s'accompagne d'une grande anxiété. Il y a donc un nouveau rapport au temps, lié à la perte de confiance dans l'avenir, et un rapatriement de nos attentes vers le seul présent.

■ **Royaliste** : Pour nous rendre sensibles à cette question, vous faites une histoire de la relation que l'homme entretient avec le temps.

Zaki Laïdi : Oui. Je commence par l'homme archaïque, qui est très vulnérable au temps physique. C'est un homme qui fait corps avec le mythe - autrement dit l'élément originel, qui donne sens à la vie. Tout événement est

identifiable à une origine sacrée, et il faut donc faire le lien avec le passé à travers des rites sacrés. C'est en répétant des actes originels que l'homme archaïque donne sens à sa vie, et c'est de la qualité de la répétition de l'acte originel que dépend l'amélioration de la vie présente. Par exemple, c'est en reproduisant sur les parois des grottes les scènes de chasse que l'on peut espérer ramener beaucoup de gibier. Le temps n'a pas de valeur cumulative, il ne permet pas de cumuler l'expérience - ce qui nous paraît impensable aujourd'hui car notre rapport à l'origine est profondément historicisé. L'homme archaïque persévère dans son être sans autre souci que sa conformité à l'origine.

■ **Royaliste** : Quand se situe la rupture avec cette pensée archaïque ?

Zaki Laïdi : C'est le monothéisme qui fait entrer l'homme dans une nouvelle temporalité : le judaïsme, puis le christianisme enseignent qu'il existe une fin ultime. La révélation monothéiste permet à l'homme de prendre la mesure de sa finitude par rapport à l'infini de Dieu. Alors que pour l'homme archaïque les notions de temps et d'espace sont confondues, de même que l'avant et l'après, le monothéisme inscrit dans le temps la destinée de l'homme : l'attente eschatologique du jugement dernier devient centrale. La pensée de

Saint Augustin sur le temps est évidemment capitale.

■ **Royaliste** : Après l'homme archaïque, après l'homme monothéiste, vous évoquez « l'homme perspectif ». Qu'entendez-vous par là ?

Zaki Laïdi : A la Renaissance, la découverte de la perspective, en peinture et en architecture, introduit à une nouvelle représentation du monde et du temps. Quand on regarde un tableau, on ne voit pas une surface plane, mais on se trouve devant une fenêtre qui permet à notre regard de plonger sur ce que Alberti, dans son traité *De Pictura* de 1435, appelle « l'istoria ». L'istoria est à la fois l'objet visuel du tableau mais aussi l'action représentée par le peintre, sa valeur narrative et morale. Un tableau n'est pas seulement un regard, c'est une narration, un récit. Piero della Francesca a ensuite repris cette idée en disant qu'un tableau c'est aussi un texte. Ce texte forme un lien décisif entre une théorie picturale de la perspective et une théorie de la représentation du monde.

L'homme perspectif abolit les distances pour voir au-delà de lui. La perspective est un point de vue, un lieu d'où l'on parle. Il y a un bon point de vue, à partir duquel on peut regarder un tableau. C'est ce raisonnement perspectif que Machiavel utilise dans *Le Prince* : c'est quand on est prince, quand on est en haut,

qu'on peut bien connaître le peuple ; c'est quand on est du peuple, quand on est en bas, qu'on peut bien connaître le prince, dit en substance le conseiller de Laurent de Médicis.

Jusqu'à la Révolution française, c'est dans le tableau que s'exprime la forme symbolique du savoir : pensons au tableau de Condorcet (*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'Esprit humain*, qui date de 1794), ou au tableau économique de Quesnay. La mise en perspective historique de ce savoir va devenir un trait caractéristique du XIX^e siècle : je fais ici allusion à la pensée de Karl Marx, mais aussi à celle de Benjamin Constant, et bien entendu à celle de Hegel. Ces philosophies du temps disent que c'est l'avenir qui

donne un sens au présent.

■ **Royaliste** : Pour vous, notre époque est marquée par le rejet des philosophies du temps.

Zaki Laïdi : Aujourd'hui, l'homme ne veut plus se déterminer par rapport à l'avenir, il ne croit plus à la force de l'avenir en tant que productrice de sens pour son présent. Cet « homme présent » ressemble étrangement à l'*homo faber* qui se serait dévoyé dans la quotidienneté.

■ **Royaliste** : Plus précisément ?

Zaki Laïdi : Je fais allusion à la distinction établie par Hannah Arendt entre l'*homo laborans*, pris dans la répétition d'actes quotidiens destinés à assurer sa survie sans

réfléchir à ce qu'il fait, et l'*homo faber* qui fabrique en réfléchissant à ce qu'il fait et qui est donc un homme de projet. Mais Hannah Arendt montre que, lorsqu'il est pris dans la logique de la consommation, cet *homo faber* est entraîné dans un cycle répétitif qui l'empêche de faire oeuvre. L'homme-présent me semble avoir remplacé la notion d'attente par celle de vécu. Le statut même de l'attente s'est dévalorisé : l'attente n'est plus reliée à une espérance, mais à une impatience. L'homme-présent considère que ce qui existe existe, et que ce qui n'existe pas n'existe pas. Cela peut paraître banal, mais c'est une pensée terrifiante : le monde, dans ses multiples significations, est réduit à ce que nous avons sous les yeux, il est pensé dans l'irréfutable singularité du ici et maintenant. Autrement dit, on survalorise ce qui est vécu immédiatement. On voit bien que, dans notre société, l'argument d'autorité qui nous est sans cesse imposé est celui de la « réalité » - comme si la réalité n'était pas une représentation, comme si elle était un absolu.

■ **Royaliste** : Pourquoi reliez-vous les idées, à vos yeux dominantes, d'urgence et de proximité ?

Zaki Laïdi : La proximité est à l'espace ce que l'urgence est au temps. Il y a une formidable illusion qui consiste à penser qu'il y a une réalité

objectivable dont il faut se rapprocher au plus vite parce que cela nous permettra de trouver la solution aux problèmes que nous rencontrons.

Ceci traduit une très forte crise de la symbolisation : c'est dans la désymbolisation que l'on pense trouver la solution. La problématique de l'urgence n'est rien d'autre qu'une problématique de désymbolisation du temps.

Ce primat de l'urgence et de la proximité conduit l'homme à se nier comme être historique, à limiter sa condition d'être temporel à celle de son présent immédiat, et à s'enfermer dans un présent autarcique, qui veut trouver en lui-même les sources de sa signification. Ce présent se vit en rupture avec le passé - ce qui n'est pas contradictoire avec le développement de l'histoire commémorative. Il y a rupture avec l'idée que le passé est source de valeurs et de sens pour le présent, que le passé est une ressource actualisable. Il y a une relation étroite entre l'enflure du passé commémoratif et la difficulté à trouver dans le passé des sources d'expérience pour le présent.

■ **Royaliste** : Pourquoi ne parvient-on plus à se projeter dans l'avenir ?

Zaki Laïdi : Le passage à un univers globalisé par rapport à une structure de sens qui était locale transforme notre rapport au temps. La culture de la scène mondiale globalisée c'est la culture du présent absolu, c'est la culture de l'uchronie : l'enjeu, c'est d'être en synchronisation avec le reste du monde. C'est ce qui est symboliquement reflété par le « réseau ».

Cette idée de réseau s'oppose très fortement à l'idée de récit. Le réseau est en effet fondé sur la compression du temps. La compression des intervalles est l'élément moteur et fondamental du réseau : la transmission est comprimée, la valeur de cette transmission est fonction de sa vitesse. Une information transmise par le réseau n'a de sens que si elle est transmise très rapidement.

Cette transmission se fait sans médiation : l'accès aux choses doit être immédiat, il s'agit de mettre fin aux intermédiaires, de détruire les liens symboliques qui existent entre nous et les autres. Ce qui nous fait

entrer dans le monde du simulacre : on fait semblant d'agir, ou bien on mène des actions spectaculaires dans le très court terme afin d'éviter de faire de véritables choix.

■ **Royaliste** : Pourquoi voyez-vous dans ce nouveau rapport au temps une modalité du refus de la mort ?

Zaki Laïdi : Le refus du temps mort exprime le refus de la mort. C'est là une très vieille idée. Elle remonte aux philosophes stoïciens : pour eux, le caractère inéluctable de la mort implique la nécessité de vivre dans le présent, sans référence à un passé aboli et sans se soucier de l'avenir : l'action a une finalité, mais cette finalité doit être atteinte dans l'instant même où l'action est vécue par l'individu.

La recherche d'un présent éternel, toujours reconduit, est la marque de notre époque et l'urgence n'est que l'expression de ce sentiment. Ainsi, la morale humanitaire est une réaction dans l'urgence qui évacue la question des finalités. Mais ce type de réaction affecte aussi le monde judiciaire : il s'agit par exemple de neutraliser au plus vite les jeunes délinquants, sans s'interroger sur les causes de leur délinquance. L'obsession de la statistique, des chiffres « qui ne mentent pas » traduit aussi ce désir d'être tout de suite au plus près de la réalité. Cette réalité en soi est censée nous imposer des choix non moins immédiats. C'est ainsi que l'urgence conduit au refus de penser politiquement le monde, mais devient un instrument de pouvoir : les plus puissants invoquent les « faits » pour écarter la discussion préalable et pour imposer les décisions à leur convenance.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

Saki Laïdi

Le sacre
du présent

Flammarion

Prix franco 124 F



Petits matins de révolution

Examinant un minuscule épisode de la Grande Peur de 1789, Luc de Goustine montre, à travers l'aventure d'un médiocre gentilhomme saisi par l'Histoire, comment et pourquoi un monde apparemment stable bascule tout à coup dans la révolution.

Nous sommes en Corrèze, quinze jours après la prise de la Bastille. L'Assemblée nationale est instituée, la Nuit du 4 Août se prépare, la Révolution française est commencée. La Corrèze... Hier comme aujourd'hui, le « fin fond » de la province, là où il ne se passe jamais rien, un département qu'on ne connaît que par ses illustres fils montés à Paris - Henri Queuille, Edmond Michelet, Jacques Chirac. Et comme il y a toujours dans le fin fond des lieux plus perdus que d'autres, il faut savoir que Tulle s'approche moins facilement que Brive, et que, vue de notre belle préfecture (Tulle, bien sûr !), la montagne corrézienne constitue un autre monde - rudes hivers, terre pauvre, paysannerie rouge.

Si la Corrèze est, aujourd'hui encore, un des départements les plus méconnus de la « France profonde », on imagine que ses bourgs de Saint-Angel, de Chirac (mais oui !), et de Meymac vivaient sous l'Ancien régime dans un isolement à peu près total. C'est pourtant dans cette montagne limousine, puis à Limoges même, que Luc de Goustine a décidé de mener une curieuse enquête. Il faut prendre ce dernier mot dans sa signification judiciaire, et on s'étonnera au premier abord que la curiosité pour une affaire d'une extrême minceur ait longtemps retenu celui qui fit

de sa recherche l'objet d'une thèse soutenue à l'École pratique des Hautes Études.

De quoi s'agit-il en effet ? De la mésaventure d'un obscur gentilhomme, François de Douhet. Pendant la période de la Grande Peur (été 1789), cet officier retraité prend la tête d'une petite troupe qui va porter secours à Saint-Angel, qui craint une attaque d'introuvables brigands. Soupçonné des pires intentions par ceux-là mêmes qu'il est venu protéger, il est arrêté, conduit à la prison de Limoges avec huit autres suspects et sera finalement libéré par l'Assemblée nationale. Point de martyre, donc. Et ce pauvre « aristocrate » campagnard qui va rejoindre une troupe d'émigrés ne fait pas un contre-révolutionnaire bien passionnant : tandis que Napoléon met l'Europe à feu et à sang, François de Douhet meurt dans son lit, à Brunn, en 1811.

Le jeu des apparences...

Alors ? Alors, attention. Ce livre, c'est comme la Corrèze : sa vérité n'est pas tout entière dans le jeu des apparences. Là-bas, les beautés du pays ne disent rien des paysages mentaux, et cet accent qui chante fut entendu dans les maquis de la Résistance et dans les dures manifestations des ouvriers communistes de la Manu - la Manufacture d'armes de Tulle, créée par

Louis XVI. Lue à Paris, la thèse de Luc de Goustine ressemble à un gros travail d'histoire locale, au bel exploit d'un érudit. L'illusion est vite dissipée. Les moindres détails sont scrutés - jusqu'aux poches du comte de Douhet -, sans que l'ensemble de l'affaire, et sa généalogie, soit perdu de vue. Les archives ont été minutieusement explorées, mais il n'y a pas la moindre trace de poussière dans ce récit vif et souvent savoureux : le savant historien, lesté de ses notes infrapaginales, n'efface pas le romancier, le journaliste, ni le traducteur de Shakespeare.

Seigle et châtaigne

Pourtant, ce n'est pas, ou pas seulement, l'art du récit et de la mise en scène qui nous retiennent au fil des pages. Hier comme aujourd'hui, les coins perdus de Haute-Corrèze trompent l'historien comme le touriste pressé. Le peuple et les élites « du seigle et de la châtaigne » vivent la même histoire et les mêmes tragédies que les autres Français, et la France elle-même.

Preuve ancienne : les Corréziens sont pris par la Grande Peur de 1789, et ils n'ignorent pas les idées nouvelles. Preuves contemporaines : un radicalisme typique, une Résistance exemplaire, un communisme authentiquement prolétarien - avant que naisse le chiraquisme, avant que

M. Hollande ne vienne y bâtir son fief.

Pas si mal choisi, le « terrain » de cette anthropologie politique ! Luc de Goustine le connaît d'autant mieux que, vivant près de Ventadour, il est familier des routes et des villes qui virent passer ce brave comte de Douhet. Je donne ces précisions, et je suggère une prudente comparaison entre les petits matins corréziens de la Révolution française et les attentes de notre époque crépusculaire, parce que c'est le mélange de connaissance empirique de la sociologie locale et de la géographie physique, de relevés d'archives, et de réflexion politique nourrie de bons auteurs et de fraîche actualité qui donne au livre sa densité et son mouvement cinématographique.

Mise en révolution

Nous sommes dans la société d'Ancien régime, avec ses laboureurs, ses nobles et ses affairistes, ses huissiers rossés, ses haines recuites. Cette plongée sans préjugés ni nostalgie nous permet de comprendre comment cette société apparemment paisible se met en révolution. Arrivés sur la place de Saint-Angel en compagnie d'un seigneur sur pied de guerre le 1^{er} août 1789, nous sentons comment la peur circule, de quelles rumeurs elle se nourrit (crainte des « bandits » chez les possédants, crainte des Anglais chez les simples gens), comment le cercle violent se constitue, pourquoi telle victime est choisie et risque d'être mise à mort, tandis que certains membres du Tiers s'érigent en Peuple révolutionnaire. Ce livre doit être étudié dans l'attente, à la fois impatiente et angoissée, des événements à venir.

Bertrand RENOUVIN

(1) Luc de Goustine - « La grande peur de Saint-Angel, Aventures d'un brigand gentilhomme » - Honoré Champion, 2000 - 1 vol. 16x23,5 cm, relié pleine toile - prix franco : 450 F. Le prix de vente choisi par l'éditeur est dissuasif, mais le livre mérite qu'on fasse des économies, qu'on se cotise, ou qu'on se le fasse offrir pour les fêtes par quelque riche bienfaiteur.

L'intellectuel terminal

En dépit de ses années de jeunesse inspirées par une vision progressiste de l'histoire, Régis Debray n'est pas naturellement un optimiste. Son pessimisme inné le provoque régulièrement à des pronostics désenchantés que pimentent son sens aigu de l'observation, souvent drôle, et sa vigilance, parfois cruelle. Drôlerie et cruauté ne l'épargnent pas, puisque aux pages ultimes de son dernier essai (1), il consacre une courte note à son propre cas : « ...L'auteur de ces lignes, entre 1960 et 1971, a été sans conteste un I.T. (Intellectuel Terminal) de plein exercice (particulièrement en Amérique latine, compte tenu que rien ne rend plus heureux que de déconner à pleins tubes, intellectuellement s'entend). A partir de 1971, le niveau de toxicité semble à la baisse, malgré quelques rechutes (attaques ad hominem, incursions médiatiques, poussées moralisantes). Taux global : 39,7 % d'I.T.. Pas fameux mais pas catastrophique... ».

La dénomination I.T. renvoie au stade terminal du destin de l'Intellectuel Français (I.F.) tel qu'il se constituait au temps de l'affaire Dreyfus avec l'éclosion de l'Intellectuel Original (I.O.). Cette utilisation un peu branchée des sigles n'est pas sans résonance dans l'imaginaire. Pourquoi ne pas le dire, même si l'aveu est du genre saugrenu ? L'I.T. de Régis Debray a fait surgir dans ma tête la figure d'E.T., ce petit personnage d'outre-monde qui eut son heure de consécration internationale. Mais I.T. est beaucoup moins sympathique qu'E.T. qui suscita tant de compassion. Ce personnage décalé ne fait même plus signe vers le futur. C'est un « déphasé, qui n'aide plus personne à devenir contemporain » et dont il conviendrait de s'émanciper au plus tôt.

On voit bien ce qu'on opposera à Régis Debray dans cette affaire. L'auteur ne poursuit-il pas le règlement de comptes commencé dans *L'Emprise* (1) et qui consistait à assurer de sa vindicte ceux qui l'avaient violemment pris à partie à propos du Kosovo et de la guerre de l'OTAN contre la Serbie ? Ce n'est pas complètement faux, puisque Debray rappelle les exagérations de la propagande qu'il combattit, en les rapportant aux défauts majeurs de l'I.T.. Mais ce caractère indubitablement personnel de l'analyse - Péguy ne disait-il pas qu'il n'y avait que des questions de personnes ? - ne doit pas masquer l'intérêt de cette polémique, où, tout en se défendant lui-même, le polémiste ne se ménage pas non plus et désigne ce qui est problématique, ce qui s'égare, ce qui fuit les zones sensibles, là où ça fait mal, et où il conviendrait d'amorcer un réel travail d'élucidation : « Tout ce qui se développe d'intéressant et de novateur se déroule désormais aux lisières et en coulisse du « débat intellectuel », loin des disputes canoniques et des partages d'hier ».

Le désintérêt pour le monde nouveau des techniques et des technologies semblerait s'expliquer pour des raisons assez explicites, disons morales. Un phénomène de décadence se serait emparé d'une autre noblesse, qui comme la première serait déchue en caste, infidèle à sa mission et indigne de ses

prérogatives. Mais Régis Debray décrit l'état clinique de la profession sous cinq chefs assez vengeurs pour fixer les idées. Il incrimine successivement un autisme collectif, une déréalisation grandiloquente, l'imprévision chronique, le narcissisme moral et l'instantanéisme. Sans même illustrer ou argumenter, on saisit le nerf du procès. Et dans le détail, j'en contesterai volontiers quelques points. Par exemple, à propos de notre ami Maurice Clavel sur lequel, je crois, le malentendu est complet. Et peut-être grave, car le jugement de Clavel sur Mai 68 n'est en rien « déréalisant ». Il pointe au contraire le lieu d'où tout s'effondre sans pouvoir se reconstituer, faute qu'on puisse croire à ce qui hier faisait sens et cohésion.

Mais, avant de poursuivre une discussion là-dessus, il faudrait aller au bout de la démonstration de Régis Debray, là où elle est la plus décisive. J'en retiens deux moments. Le premier concerne la lucidité historique, à propos de quoi il remarque que les enfants de Tocqueville se sont montrés meilleurs prévisionnistes que les enfants de Marx. L'exemple de Raymond Aron est de fait assez peu discutable sur l'essentiel : « A chaque tournant, Aron prend le parti du fait, contre ses idées (le pacifisme avant guerre, un certain conservatisme après) et contre ses amis. Non sans s'être donné les moyens de l'expertise et de la compétence (...) Pas de messianisme, pas de moralisme, moins d'anachronismes ». Reste à mesurer le désaccord Aron-de Gaulle et sa portée. Mais vivement impressionné par le livre de Dominique Decherf (cf. le précédent numéro de *Royaliste*), je serai tenté d'invoquer le cas Bainville dont l'exemplarité s'imposait aussi à Aron et continue à s'imposer à ses disciples libéraux.

A bien des égards, il devrait retenir aussi l'attention de Régis Debray, ne serait-ce que par ce qui l'attache au siècle des Lumières, singulièrement à l'objectivité scientifique et aux éléments les plus matériels du progrès. Nul doute qu'aujourd'hui Bainville serait le dernier à caler devant les pages « nouvelles technologies » de la presse. Mais un autre point me retient, c'est le narcissisme moral, qui me paraît être une des plaies de l'époque, à un moment où la morale redevient un objet d'interrogation. « La génération morale a produit nombre de voyous irréprochables. Ceux qui se donnent le droit d'écrire n'importe quoi sur tel ou tel sujet » parce qu'ils ont une position moralement inattaquable. « Ceux qui préfèrent la hauteur des proclamations à la déontologie au jour le jour ». Cette notion de narcissisme, je l'associe volontiers au sublimisme moral, car Narcisse se plaignait de sa propre impeccabilité, sûr qu'il est d'être branché directement sur le juste et le bien. Mais il faut renvoyer au raccourci de l'impératif kantien contre la longue enquête aristotélésienne qui ne veut rien ignorer de la pluralité des causes et des circonstances.

Régis Debray, tout en agaçant ses adversaires, les contraindra à combattre sur son propre terrain, car nous sommes bel et bien devant une nouvelle configuration énigmatique où, entre technologies bouleversantes et choix bioéthiques renversants, il s'agit tout à la fois de comprendre le monde nouveau pour ce qu'il est, en essayant toutefois de le fonder. Pour cela, il n'est pas sûr que le concours d'un Clavel n'ait pas à se superposer au cher Comte Auguste, penseur d'une religion sociale, qui assume la cohésion de la société, mais délaisse le sens dont l'humanité se nourrit autant que de pain.

(1) Régis Debray - « I.F. suite et fin » - Gallimard - prix franco : 90 F.

(2) Régis Debray - « L'Emprise » - Gallimard/Le Débat - prix franco : 85 F.

L'amour au quotidien

Pour beaucoup, la recherche de l'amour est l'ultime quête. Certains le trouvent, encore faut-il le conserver.

L'histoire débute invariablement par une rencontre heureuse entre deux êtres épris l'un pour l'autre. Baignant dans une vie irisée, les jours ne se succèdent pas puisque le temps n'existe plus alors, seul compte les instants passés avec l'autre. Puis vint le moment où l'on sait : la vie est impossible sans sa présence.

Pour alors profiter pleinement de cet amour unique, ils décident de se marier pour le meilleur et pour le pire et ce pour le restant de leurs jours. Et la vie ne cesse de modeler et de remodeler cette union.

Dans son livre *Apprendre à finir*, Laurent Mauvignier peint cet après amour. Lui n'en peu plus, les sentiments se sont taris, les jours passent inexorablement dans un univers conjugal sclérosé par l'ennui, par un quotidien maussade et sans intérêt où les sentiments se sont envolés à jamais. Englué dans ce marasme sans fin, le couple s'agace et les scènes se multiplient ; les coups de gueules, les pleurs et parfois la violence ont pris place dans ce

qui devrait être la plus belle des choses dans l'existence de tout être. Mais un jour, lui subit un grave accident. Après de longues semaines à l'hôpital, il revient à la maison pour la convalescence. De toute son âme, elle y croit : c'est le moyen pour tout recommencer, une ultime chance pour sauver son couple. Elle sacrifiera tout son temps pour lui, elle le couvrira d'attention et il verra bien combien elle l'aime ! Oui, tout recommencera à nouveau.

Sous la plume de Laurent Mauvignier, la vie du couple au quotidien prend une dimension nouvelle et pourtant il n'y a rien de plus banal que celle-ci. C'est que justement la force qui se dégage des sentiments exprimés par cette femme n'a jamais été aussi palpable. On souffre avec elle, perdue dans sa course, embuée dans ses illusions et en proie à l'adultère, coincée entre l'amour et la haine. Sans pour autant crier haro sur la vie de couple, l'auteur a choisi d'écrire une histoire comme tant d'autres, parce que la vie est aussi un roman qui n'est pas toujours idyllique mais reste toutefois héroïque. Cependant, l'amour mérite toujours d'être raconté parce qu'il est la clef de voûte de toute existence. Rien que pour ça, une histoire d'amour restera toujours belle.

Aymeric DARAN

Laurent Mauvignier - « Apprendre à finir » - Les Éditions de Minuit, 2000 - prix franco : 75 F.

Marie-Madeleine Martin

Les Français auront-ils un roi espagnol ?

Nouvelle édition refondue et présentée par Xavier Walter

Prix franco 130 F

Au royaume d'Abomey

A la découverte d'une Afrique ignorée par les touristes et les fonctionnaires internationaux.

Un nouveau livre sur l'Afrique. A quoi bon ? Ils sont déjà si nombreux à décrire les malheurs de ce continent qui semble abandonné des dieux. J'aurais passé mon chemin si le regard n'avait été accroché par le nom de l'auteur : Christian Dedet. On sait ce médecin-écrivain amoureux de l'Afrique ; certains lecteurs ont peut-être en mémoire « *Ce violent désir d'Afrique* » ou cette « histoire vraie » qu'est « *La mémoire du fleuve* ».

Avec « *Au royaume d'Abomey* » (1) on plonge dans une Afrique mystérieuse au sud du Bénin, ex-Dahomey, au sortir de l'expérience désastreuse infligée au pays par Kérékou, dictateur-marchiste, ou, plus précisément, grand guignol sanguinaire. Il ne s'agit pas, ici, d'une énième enquête socio-économique tendant à expliquer, à grands renforts de statistiques, de bons sentiments désabusés ou d'accabllements larmoyants, les raisons pour lesquelles l'Afrique serait « mal partie ». Non plus voyage initiatique, aucun secret ne sera délivré au lecteur, mais voyage au pays des dieux locaux si nombreux au panthéon africain.

C'est la rencontre d'une Afrique, authentique dans la permanence de ses croyances, mystique, irréductible à tous les bouleversements nés du temps qui passe, une Afrique avec ses génies, ses fétiches, ses esprits, l'aune des ancêtres, le culte des morts. Avec une grande puissance d'évocation, l'auteur décrit : musiques, art, danses rituelles, trances, hypnoses. Malgré l'évident res-

pect qu'il porte à ce qu'il voit et entend, on a parfois l'impression, au détour de quelques phrases où affleure l'ironie, qu'il n'est pas dupe de la part d'artificiel ou de comédie de ces cérémonies.

Au royaume d'Abomey, c'est aussi un voyage amical dans cette « *Bonne vieille Afrique blablouteuse, mouvementée, bruyante, mélancolique, compliquée* », c'est aussi la rencontre anecdotique avec la belle Philomène aux pieds nus... C'est encore un livre d'où sourdent de multiples interrogations sur le vaudou - qui naquit en ces lieux - à qui, selon Alfred Métraux, « *ses sectateurs demandent ce que les hommes ont toujours attendu de la religion : des remèdes contre leurs maux, la satisfaction de leurs besoins et l'espoir de survivre* ».

Christian Dedet se demande s'il n'a pas passé son temps à faire croire à ses lecteurs qu'il était médecin quand ses patients le tenaient pour un littérateur. J'ignore ce qu'il en est pour ses patients, mais pour le lecteur que je suis, il n'y a pas dichotomie. L'auteur est un médecin-littérateur qui réussit à mettre sa science au service de son art d'écrire. L'expérience n'est pas toujours facile et cette lecture exige parfois un effort pour le non-spécialiste mais il sera pleinement récompensé par ce qu'il recevra en échange de la part d'un « ethnopoète » talentueux.

Michel FONTAURELLE

Christian Dedet - « Au royaume d'Abomey » - Actes Sud/Aventure, prix franco : 139 F.

Vient de paraître

Cité



Sommaire du numéro 35

Dossier "Entreprise"

- ♦ Pour l'entreprise libre par J. Blangy
- ♦ Salaires : l'austérité à perpétuité par Ph. Arondel
- ♦ L'homme dans l'entreprise selon la doctrine sociale de l'Eglise par J.L. Castro
- ♦ Qu'est-ce que l'économie sociale ? par C. Chrétien et J. Renard
- ♦ Régulation : une aussi longue histoire par Ph. Arondel

Magazine

- ♦ Retour sur la taxe Tobin par N. Inchauspé
- ♦ Quelle identité allemande par B. Renouvin
- ♦ Quid des quotas ? par C. Criton des Alpes

Prix du numéro : 45 F
Abonnement un an (4 numéros) : 140 F

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste** - CCP 18.104.06.N Paris

Organisée par l'IFCCE, la prochaine session de politique appliquée se tiendra à Angers, les 27 et 28 janvier prochains.

- ♦ Le thème en sera « Le préambule de la Constitution de 1946 ».
- Avec quatre ateliers :
 - Nature et portée juridique du préambule.
 - Sa mise en oeuvre.
 - Comment a été liquidée la république sociale ?
 - Stratégie pour refonder la république sociale.

♦ Renseignements complémentaires :
tél. 06.80.57.80.30

INTERNET

Internauts ! communiquez-nous votre adresse mél et nous vous mettrons sur notre liste de diffusion qui vous rendra destinataires de nos dépêches d'« Actualité royaliste ». Un simple message (royaliste@multimania.com) à notre intention suffira.

♦ Communiquez-nous également les adresses mél de vos amis auxquels nous pourrions adresser nos publicités.

CONGRÈS

La commission nationale du projet (ouverte à tous les adhérents) se réunira le 7 avril et le congrès de la NAR aura lieu le 8 avril. Thèmes de cette année : « *Politique fiscale et redistribution du revenu national* » et « *Une politique de l'écologie* ».

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 13 décembre :** La multiplication des scandales politico-financiers place souvent les juges au centre de l'actualité, alors que l'interminable réforme de la justice conduit de façon confuse à s'interroger sur l'institution judiciaire. Dans un premier temps, on a célébré les juges pour leur lutte courageuse contre la corruption. Aujourd'hui, on s'interroge sur leur rôle majeur dans la société et sur leurs pouvoirs - que décuple le journalisme d'investigation. « Faut-il

avoir peur des juges ? » praticien et philosophe du droit, Jean-Marc VARAUT se pose la question dans un livre récent qui porte plus largement sur la signification et sur les orientations de la révolution culturelle que nous sommes en train de vivre.

● **Mercredi 20 décembre :** Professeur émérite à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, économiste spécialisé dans les questions de développement, René PASSET est président du conseil scientifique du mouvement « Attac ». Dans un tout récent ouvrage, notre invité dénonce « L'illusion néo-libérale », celle du cercle vicieux de la croissance économique et du système d'exclusion sociale, et montre concrètement comment inverser la démarche afin de recréer la solidarité entre les êtres humains, de donner à chacun les moyens de vivre, de sauver le monde vivant. Précises et cohérentes, les propositions de René Passet permettront un débat approfondi.

● **Mercredis 27 décembre et 3 janvier** - Pas de conférence en raison des vacances scolaires.

POUR NOEL, OFFREZ DES BEAUX LIVRES...

- ♦ Le *Dictionnaire historique des rues de Paris* de Jacques Hillairet - 2 volumes reliés pleine toile sous emboîtement - 900 F franco.
- ♦ Les *Oeuvres complètes* de Villiers de l'Isle-Adam, deux volumes en collection de la Pléiade sous emboîtement - 635 F.
- ♦ *La Légimité dynastique en France* par Hugues Troussat - 120 F franco.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :
« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'échec des quinze

Écrit plusieurs jours avant l'ouverture du sommet de Nice (1), cet article sera lu lorsque les Quinze auront achevé leurs travaux. Pourtant, je ne prends aucun risque en affirmant que l'Union européenne se trouve dans une impasse dont elle ne peut sortir sans se remettre fondamentalement en question.

Dès lors, peu importe la manière dont cet échec total sera masqué, délicatement enrobé, avoué à demi, reconnu mais différé dans ses conséquences pratiques par une nouvelle fuite en avant : l'addition des conférences intergouvernementales et la superposition des traités (Rome, Maastricht, Amsterdam, Nice) dit bien que nous sommes entrés dans la phase de répétition hallucinée et mortifère. La seule interrogation qui demeure porte sur la date d'un effondrement inéluctable dont il faut rappeler les causes principales :

1) L'absurdité du modèle implicite de la fédération intégrant et dépassant les nations. Ou bien le pouvoir fédérateur utilise une coercition insupportable à la longue, ou bien ce pouvoir est faible et la fédération se constitue virtuellement avant de se défaire plus ou moins violemment. Les Quinze veulent l'impossible : une union sans pouvoir politique capable de la faire exister. N'oublions pas que l'Ouest européen s'est uni sous la férule américaine contre l'Est européen, et que le traité de Maastricht a été fait pour encadrer l'Allemagne à nouveau unifiée. Deux réactions négatives ne sont pas un projet commun.

2) L'erreur originelle sur la méthode. Les européistes ont cru

que l'intégration économique puis l'union unique engendraient naturellement la supranationalité politique. C'est au contraire la souveraineté politique qui crée la monnaie, et c'est le pouvoir politique qui assure les échanges marchands et qui garantit les coopérations nécessaires.

3) La contradiction totale entre l'idéologie libérale qui inspire l'ensemble des gouvernements européens, et l'idée même d'une construction européenne. Dans son principe absolu, la concurrence



rence déconstruit et détruit. Telle est bien la ligne générale, obstinément suivie : déréglementer les systèmes protecteurs, démanteler les monopoles publics et les entreprises nationalisées, désorganiser et désorienter en chaque pays la puissance publique.

4) L'opposition radicale entre l'Europe politique dont on rêve et la dépolitisation effective des organes plus ou moins chargés de prendre des décisions : la Banque centrale européenne, les Agences de contrôle et de régulation. A quoi s'ajoute la confusion institutionnelle et juridique engendrée par la coexistence problématique du Conseil européen, du Conseil des ministres,

de la Commission, du Parlement de Strasbourg, de la Cour européenne de justice.

5) Le mensonge éhonté qui consiste à prôner en termes fleuris l'Europe politique approfondie et élargie alors que les milieux dirigeants veulent seulement perpétuer les relations économiques et financières entre les États-Unis et les principales puissances de l'Ouest européen. La composition de la Commission et la pondération des voix au sein du Conseil des ministres européens sont des sujets importants, mais somme toute secondaires : quant aux alliances industrielles, quant aux flux financiers, les petits pays comptent pour rien.

6) L'antinomie effectivement entre l'exigence démocratique des peuples européen et le despotisme bureaucratique qui se manifeste à Bruxelles sous la forme d'une Commission discréditée en raison de sa corruption, de son irresponsabilité, de son inefficacité et de ses mensonges - criminels dans l'affaire de la « vache folle ».

Les autres échecs, patents, sont la conséquence de ce qui précède. La monnaie unique ? les Danois, les Anglais, les Suédois n'en veulent pas. L'Europe sociale ? Quoi qu'ils en disent aujourd'hui, les décisions prises par les Quinze à Lisbonne en sont la négation. La Charte européenne ? C'est une accumulation de redites, complétées par des déclarations minimalistes et scandaleuses (la libre circulation des capitaux). Le sommet de Nice ? Le résultat des affrontements, des marchandages, des chantages, des compromis boiteux et toujours révisables entre des États qui cherchent plus ou moins à préserver des intérêts nationaux.

La nation. C'est sur cette réalité qu'il faudra fonder une Europe digne de ce nom.

Bertrand RENOUVIN

(1) La Nouvelle Action royaliste a appelé ses militants à manifester à Nice aux côtés des organisations démocratiques de résistance à l'ultra-libéralisme.